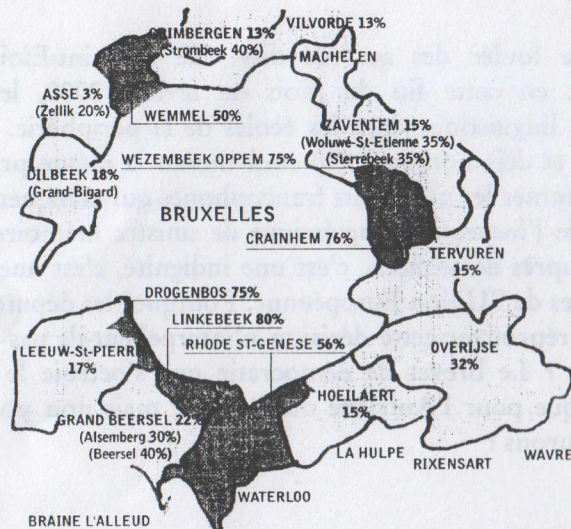


Les francophones de la périphérie de Bruxelles en chiffres

En région bruxelloise : pour 91 % de francophones et 9 % de néerlandophones, régime administratif bilingue dans les 19 communes.

En périphérie : les 6 communes à régime administratif unilingue flamand avec certaines facilités linguistiques pour les francophones qui y sont majoritaires; les 11 communes sans aucune facilité (en gris clair) avec le pourcentage de francophones. Entre parenthèses, les communes disparues lors de la fusion.



Carte et légende extraites de l'excellent dossier de la Maison de la Francité sur la périphérie intitulé « Le coup d'état permanent ». *Francité*, n° 21-22, juin 1998.

Trois hypothèses !

- Vous ne désirez plus recevoir d'informations du RWF.
 - Les idées du RWF vous intéressent. Vous désirez en savoir plus.
 - Vous avez déjà mis vos convictions en pratique. Vous êtes membre.
 - Vous connaissez des personnes susceptibles de nous rejoindre.
- Vous désirez participer activement aux élections provinciales d'octobre 2000

Une solution !

Contactez Jean Dufrane (Bruxelles et périphérie : 742.29.36)
Joël Goffin (Brabant wallon : 384.16.05) ou renvoyez ce talon à :

BP 28 1050 Ixelles 1
Courrier électronique : rwf@ifrance.com

Belgique - België

P.P.

1420 Braine-l'Alleud 1

n° 68910

Trait d'Union

**RASSEMBLEMENT
WALLONIE - FRANCE**



Trimestriel - Première année - n° 2 - mars 2000
Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud

Editeur responsable : Paul-Henry Gendebien,
Chemin du Lorgnon 38 à 4990 Liernaux
BP 28 - 1050 Ixelles 1
Compte 000-0700633-02

**EDITION SPECIALE
BRUXELLES-BRABANT WALLON**

**Le 27 mars le RWF a adressé un appel
A tous les mandataires de la périphérie bruxelloise**

✓ Avant les élections du 13 juin 1999, les partis officiels dénonçaient, à juste titre, les vexations et les menaces dont étaient victimes les habitants et les pouvoirs communaux de Fourons et des six communes de la périphérie. Ces mêmes partis promettaient que les choses allaient changer.

✓ Le soir du 13 juin, devant les caméras de télévision, M. Louis Michel, président du PRL-FDF, s'adresse à la Flandre avec un vigoureux et sympathique « Beste vrienden ». Pendant la négociation visant à la formation du Gouvernement, la situation des communes de la périphérie et de Fourons n'est pas évoquée. Rien n'est négocié ni obtenu en faveur de leurs habitants.

✓ Le 10 septembre 1999, dans un entretien donné au journal *Le Soir*, M. Daniel Ducarme déclare : « La Flandre a incontestablement changé ! ». Un seul commentaire : si la Flandre avait effectivement changé, les habitants des communes à facilités s'en seraient aperçus. Ce qui, en vérité, a changé c'est le discours des dirigeants du PRL-FDF par rapport à l'avant 13 juin 1999.

✓ Le 27 octobre 1999, M. Louis Michel, président du PRL-FDF, s'exclame : « Les Flamands ont de quoi nous contraindre. Pour tout accord il y a un prix à payer. Je payerai aux Flamands le prix qu'il faut ». Autrefois, les Wallons et les Francophones bruxellois s'inclinaient à l'issue d'une négociation. Désormais, ils annoncent à l'avance leur capitulation. Ce terrible renoncement, cet accablement par anticipation n'a qu'une explication : il s'agit de préserver une présence au pouvoir et, plus fondamentalement, il convient de « sauver la Belgique » en préparant notre opinion à accepter les revendications du nationalisme flamand.

✓ Pendant ce temps-là, les tracasseries, vexations et autres refus d'approuver des décisions communales ne cessent de se multiplier dans les communes de la périphérie et à Fourons. Ce qui était un scandale inadmissible avant le 13 juin aux yeux des partis officiels francophones continue de plus belle : les circulaires Peeters et Martens sont appliquées.

✓ Ce qui était « discourtois et intolérable », selon le PRL-FDF, avant le 13 juin, à savoir le refus du Premier Ministre Dehaene de recevoir les six bourgmestres des communes à facilités de la périphérie n'est plus ni discourtois ni intolérable après le 13 juin quand le nouveau Premier Ministre s'appelle Guy Verhofstadt.

✓ Ce qui était « anti-démocratique », pour le PRL-FDF, avant le 13 juin, à savoir l'augmentation du nombre d'élus néerlandophones au Parlement de la Région bruxelloise, est aujourd'hui débattu ouvertement par les responsables de la région bruxelloise.

✓ Ce qui était exigible « sans aucun délai » avant le 13 juin, à savoir la ratification par la Belgique de la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités, a été curieusement « oublié » pendant la négociation gouvernementale et reporté aux calendes grecques par les partis officiels, FDF compris.

✓ Après l'accord dit « de la Saint-Eloi » en décembre 1999, les partis au pouvoir, et singulièrement le PRL-FDF, expriment leur grande satisfaction : la refinancement de l'enseignement de la Communauté française est acquis ! En vérité l'accord gomme l'exercice budgétaire 1999 (perte nette : 2,4 milliards au moins) et devra être revu à la fin de 2001. Aujourd'hui on « découvre » un déficit grave (entre 1,5 et 2 milliards) pour 2000 dans la caisse de la Communauté... Effectivement, M. Louis Michel a déjà commencé à « payer ce qu'il faut ... »

✓ Dans la foulée des accords dits « de la Saint-Eloi », la presse vient d'annoncer, en cette fin du mois de février 2000, le rétablissement de l'inspection linguistique dans les écoles de la périphérie. Quatre inspecteurs sont d'ores et déjà nommés. On souhaiterait la même promptitude quand il s'agit de nommer les magistrats francophones qui manquent à Bruxelles... Le retour de l'inspection linguistique de sinistre mémoire, c'est l'inquisition vexatoire auprès des enfants, c'est une indignité, c'est une conduite contraire aux principes de l'Union Européenne. Pourquoi les députés francophones qui prétendent réprover cette décision n'interpellent-ils pas immédiatement M. Verhofstadt ? Le brevet de démocratie que s'octroie le Gouvernement ne vaudrait-il que pour l'Autriche ou le Chili, mais non pour la périphérie ou pour les Fourons ?

Conclusion

Le prétendu « Front des Francophones » n'existe plus. Une fois encore, la défense des intérêts francophones n'aura été qu'un slogan électoral. Beaucoup, aujourd'hui, préfèrent les petites certitudes que procure l'apparence du pouvoir aux valeurs et vertus de la résistance, de la fidélité et de la dignité.

Le Rassemblement Wallonie-France (RWF) et sa section bruxelloise – le Rassemblement Bruxelles-France (RBF) – se sont créés pour reprendre le combat inachevé de la démocratie et de la liberté en Wallonie et à Bruxelles, périphérie comprise. Rien n'est jamais perdu si on refuse de se soumettre à la fausse fatalité de l'histoire. La Flandre n'a pas changé d'objectifs. Toute négociation avec elle dans le cadre belge sera toujours remise en cause et donc vouée à l'échec. Ce qui reste d'Etat belge ne pourra bientôt se réformer sans se casser. Pour le RWF-RBF, la Belgique n'est plus l'avenir incontournable des Bruxellois et des Wallons. Cet avenir se fera par une négociation avec la France en vue de réunir à la France nos Régions et, après une consultation référendaire, les habitants de la périphérie et de Fourons.

VOILÀ POURQUOI, PLUS QUE JAMAIS,
IL EST URGENT QU'ILS SE LÈVENT
ET RECONQUIÈRENT LEUR DIGNITÉ,
INUTILEMENT SACRIFIÉE SUR L'AUTEL
DE LA BELGIQUE

VOILÀ POURQUOI IL EST TEMPS QU'ILS
CESSENT D'AVALER LES MENSONGES DONT
ON LES ABREUVE DEPUIS DES DÉCENNIES :

BRUXELLES N'EST PAS UNE VILLE FLAMANDE !

Les Bruxellois et les Wallons ont le choix :

- ou vivre à genoux sous une domination flamande revancharde, avec tout ce que cela implique pour eux d'emplois perdus, de récession économique, d'honneur perdu et d'orgueil bafoué ;
- ou, réconciliés dans la Liberté, l'Égalité et la Fraternité avec les Bruxellois de langue néerlandaise, dont les droits et la culture doivent être garantis, s'unir avec leurs frères du Sud, dans la grande Nation française réunie, et devenir la cinquième région en importance d'une puissance de premier plan, seule capable d'imposer le respect de Bruxelles comme ville européenne et internationale et de faire à nouveau de la Wallonie cette région prospère et industrielle qu'elle fut avant que l'argent tiré de sa sueur n'aille bâtir les Sidmar et autres expressions de son asservissement dans l'Etat belge.

**BRUXELLES ET SA PERIPHERIE :
GRANDE VILLE EUROPEENNE
ET INTERNATIONALE AVEC LA WALLONIE
ET LA FRANCE**

Trait d'Union

Le bulletin des membres
et des militants du R.W.F.-R.B.F.

Belgique - België

P.P.

1420 Braine-l'Alleud 1

n° 6/68910

RASSEMBLEMENT BRUXELLES-FRANCE



Meeting-résistance

*Présentation du Manifeste pour Bruxelles et sa périphérie
par Marc Wilmet, Baudouin Dunesme et Paul-Henry Gendebien*

Lundi 28 mai à 20 h à l'ULB

avenue Paul Héger, bâtiment H, local 1301

- **Dans ce bulletin, éditorial
de Baudouin Dunesme,
Secrétaire Général du RWF-RBF**

Trimestriel – Deuxième année – n° 9

Mai 2001 - EDITION SPECIALE

Bureau de dépôt : Braine-l'Alleud

Editeur responsable :

Paul-Henry GENDEBIEN

BP 28 – 1050 Ixelles 1

<http://www.ifrance.com/rwf>

Courriel : rwf.@ifrance.com

Sauver la Belgique ? À quel prix ?

L'heure est cruciale, la Belgique joue son avenir.

Les accords du Lambermont, doublés de ceux du Lombard concernant Bruxelles, ont été extorqués aux Francophones sous le chantage de voir les vivres manquer à la Communauté française : jolie démonstration de solidarité et de loyauté fédérales !

La démission du ministre Sauwens a dressé plus des deux tiers de la Flandre contre les Francophones, considérés comme responsables de cette gifle.

Le vice-premier ministre Louis Michel, appréciant justement le péril que fait peser sur ses accords et son gouvernement le vent du ressac nordique, propose aux Flamands de parler du passé collaborateur de la Belgique. C'est assurément le seul geste intelligent depuis des décennies pour qui est attaché à la défense de l'Etat belge.

Mais la vraie question pour les Francophones est : Sauver la Belgique ? mais à quel prix ?

Depuis plus de trente ans, les responsables wallons et bruxellois payent à chaque négociation un prix exorbitant et abandonnent chaque fois un peu de leurs principes sacrés, un peu de leur âme démocratique, dans le vain espoir d'apaiser l'ogre flamand.

C'est, depuis longtemps, faire preuve d'un aveuglement funeste et d'un entêtement stupide : c'est refuser de voir cette évidence que la Belgique est malade de la Flandre et que la Flandre est malade de son nationalisme.

Aujourd'hui, aiguillonnée par un Vlaams Blok dont le soutien populaire est indéniable, empêtrée dans des surenchères venant de tous azimuts, prise au piège de sa reconstruction paranoïaque de l'histoire, la Flandre semble incapable d'arrêter le flot de ses exigences autonomistes et son irrépressible besoin de domination impériale et sans partage.

C'est pourquoi il ne peut exister de "Flamands modérés" : toute expression publique leur est interdite car elle signifie nécessairement leur mort politique immédiate.

Comment, dans ces conditions, peut-on être naïf au point de se croire assez fort pour arrêter cette machine emballée, ce train fou lancé dans le brouillard des extrémismes et des voisinages douteux, par des concessions indignes ou un débat rassis sur la collaboration ?

Le fait que le nationalisme flamand radical puisse aujourd'hui, pour la première fois de son histoire, essayer de se donner un visage démocratique en reniant ses compromissions traditionnelles avec l'extrême droite est la preuve la plus évidente qu'il a totalement gagné la bataille de l'opinion flamande et qu'il règne sans partage sur elle.

Comment, dans ces conditions, encore espérer sauver la Belgique ? Comment l'espérer alors que l'âme de ce nationalisme, sa raison d'être, a toujours reposé sur la haine de la Belgique, assimilée au pouvoir oppresseur des Francophones ?

Le mouvement flamand pourra peut-être un jour se débarrasser de ses chemises brunes, mais il lui sera impossible d'aimer la Belgique qui, au mieux, ne sera jamais pour lui qu'un outil de domination.

Comment, dans ces conditions, rêver de sauver la Belgique, sinon par l'abaissement des Bruxellois et des Wallons, leur maintien dans une subordination de larbins et la perpétuation d'une mentalité de vaincus ?

**VOILÀ POURQUOI IL EST TROP TARD ; VOILA
POURQUOI LA BELGIQUE EST CONDAMNÉE ...
SI LES FRANCOPHONES SAVENT ENCORE
CE QU'EST LA FIERTÉ ET LA GRANDEUR !**